



LETTRE DE CONSULTATION

**Marché de travaux relatif à la reprise de 2 linteaux
par 2 portiques ou 4 consoles –
Parking sous-sol de la résidence :**

MARC - LE MARCHE – DAMMARIE LES LYS (77190)

N° de la consultation : 2023/DT/026

Date limite de réception des offres : Le Mardi 4 Juillet à 12H00

PROCEDURE DE PASSATION :

Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1 1° et R2123-1.1° du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Antin Résidences SA HLM représenté par son directeur général en exercice, Monsieur Laurent LORRILLARD, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité :
au 59 rue de Provence, 75439 Paris Cedex 09, France.

LETTRE DE CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché de travaux a pour objet la reprise de 2 linteaux, situés dans le parking sous-sol de la résidence LE MARCHE à DAMMARIE LES LYS (77190), par 2 portiques ou 4 consoles.

Les prestations et leurs modalités d'exécution sont décrites dans le CCTP, la DPGF et le planning prévisionnel joints à la présente consultation.

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché ne pas fait l'objet d'un allotissement.

ARTICLE 3 : LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées à l'adresse suivante :

26-36 / 50-60 Place du marché 77190 DAMMARIE LES LYS

ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE / DELAIS DE REALISATION

Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de l'accusé de réception de la notification du marché au titulaire pour une durée de **5** mois.

Délai de réalisation

Le calendrier proposé par le titulaire et accepté par Antin résidences sera contractuel et devra respecter le délai global maximum de **5** mois à compter de l'envoi de l'ordre de service de démarrage.

La durée de la période de préparation est de 1 mois ou 4 semaines et est incluse dans le délai global.

Sauf cas particulier convenu entre les parties, la période d'exécution suit la période de préparation.

ARTICLE 5 : DESCRIPTIF DES PRESTATIONS A REALISER

La description des travaux à réaliser est à retrouver dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 6 : DOCUMENTS A REMETTRE DANS L'OFFRE

L'offre doit comporter les documents suivants :

- L'acte d'engagement valant CCAP dûment complété selon le modèle joint au dossier de consultation, par la personne ayant vocation à engager l'entreprise ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F), conforme au cadre joint au DCE, format EXCEL, et intégralement complétée ;
- La proposition technique du candidat établie conformément au cadre de réponse joint au DCE (maximum 20 pages) ;
- Un rapport de visite daté incluant des photos des installations et/ou locaux concernés, pour suite à la visite du site concerné sous peine de rejet de l'offre.

ARTICLE 7 : DOCUMENTS A REMETTRE DANS LA CANDIDATURE

01	<input checked="" type="checkbox"/>	Formulaire DC 1 (ou Lettre de candidature) ou document similaire reprenant toutes les informations du DC 1, dûment complété par le candidat individuel, ou en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. En cas de candidature groupée, il est recommandé de ne renseigner qu'un seul formulaire DC 1. https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
02	<input checked="" type="checkbox"/>	Formulaire DC 2 (ou Déclaration du candidat) indiquant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaire concernant l'objet du marché sur les trois dernières années d'exercice disponible, ou document similaire reprenant toutes les informations du DC 2, dûment complété par le candidat individuel ou, en cas de candidature groupée, par chaque membre du groupement. En cas de candidature groupée, ce document doit être produit par chacun des membres. https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
03	<input checked="" type="checkbox"/>	Attestation d'assurance pour les risques professionnels, les montants des garanties, et la date de validité (responsabilité civile et responsabilité civile décennale pour chaque lot concerné), à jour et au plus tard à l'attribution du marché
04	<input checked="" type="checkbox"/>	Présentation de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le soumissionnaire dispose pour la réalisation de marchés de même nature
05	<input checked="" type="checkbox"/>	Présentation des effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
06	<input type="checkbox"/>	Attestations SS4 : Personnel réalisant des interventions susceptibles de provoquer de l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4 article R 4412-139 du code du travail) <ul style="list-style-type: none"> • Encadrement technique • Encadrement de chantier • Opérateur de chantier
07	<input checked="" type="checkbox"/>	Les références professionnelles : présentation d'une liste des travaux au cours des trois dernières années de même nature et de même volume que l'objet de la présente consultation, appuyée d'attestations de bonne exécution. Ces attestations signées des maîtres d'ouvrage indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

ARTICLE 8 : DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Elle est à retrouver sur la page de garde du présent document.

A la date limite des offres : Transmission et réception des plis à déposer par transmission électronique sur le profil d'acheteur d'Antin Résidences via la plateforme suivante :

<https://www.marches-securises.fr/entreprise>

Les documents du marché doivent être rédigés en français et les montants en euros €.

ARTICLE 9 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Délais de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

ARTICLE 10 : CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Les offres seront jugées selon les critères suivants :

Critères (note globale sur 100 pts)	Pondération
Valeur technique	60%
1. L'organisation proposée par le candidat pour réaliser la mission	15 %
2. La présentation des moyens humains et encadrement dédiés à la réalisation des travaux objet du marché	15 %
3. La présentation des moyens techniques et matériels dédiés à la réalisation des prestations objet du marché	15 %
4. Les délais et planning détaillés des exécutions	15 %
Prix	40%

ARTICLE 11 : REMISE DES CERTIFICATS ET ATTESTATIONS PAR L'ATTRIBUTAIRE PRESENTI

Conformément à l'article R. 2144-4 du code de la commande publique, dans l'hypothèse où il ne les aurait pas fournis lors de la remise de son offre, le candidat retenu produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code précité :

- une attestation de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- une attestation de régularité fiscale certifiée en cours de validité et délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur
- l'attestation d'assurance professionnelle
- le document d'habilitation du mandataire par les autres membres et précisant les conditions de cette habilitation en cas de groupement.

- une liste à jour des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant :
 - nom
 - nationalité
 - date d'embauche
 - type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Le délai imparti par Antin résidences pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours calendaires.

À défaut de présentation de ces documents, il ne pourra être procédé à la signature du marché. L'élimination du candidat sera prononcée par le Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Si l'entreprise est établie à l'étranger, il fournit tout document équivalent à ceux listés ci-dessus.

Conformément aux articles L. 1262-4-1 et R. 1263-12 du code du travail, relatifs au détachement de salariés étrangers, l'attributaire du marché devra préalablement à la signature du marché fournir les documents suivants :

- une copie de la déclaration préalable de détachement auprès de l'inspection du travail
- une copie du document désignant le représentant national de l'entreprise établie à l'étranger

Pour l'utilisation de cette plateforme, un service d'accompagnement est à sa disposition en ligne.

ARTICLE 12 : NEGOCIATION

L'acheteur se réserve le droit de négocier ou de ne pas négocier avec les soumissionnaires ayant remis une offre, dans le respect des règles d'égalité de traitement. L'acheteur invitera les trois meilleurs candidats à négocier (sous réserve d'avoir un nombre d'offres suffisant). Ils seront choisis en fonction de leur rang de classement à l'issue de l'analyse des offres effectuée selon les critères de sélection pondérés. La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre.